

Rapport moral 2000

L'Assemblée Générale (A.G.) est l'occasion, chaque année, de faire le bilan - aussi bien moral que financier -, en prenant le recul nécessaire pour faire le point, en considérant le chemin parcouru et les perspectives à venir.

Après Nantes, Poitiers et Avignon, c'est donc la 4^{ème} fois que nous nous retrouvons, depuis la réunion fondatrice d'Agen en septembre 1997, sans oublier les rencontres préliminaires de Lyon et de Chaumont. Le chemin parcouru est significatif, pour l'essentiel satisfaisant, on pourrait dire surprenant. Sans parler de la période quasi désertique du milieu des années 80, jamais coordination antinucléaire n'est parvenue à ce jour à un tel développement, sauf peut-être sur des objectifs ciblés comme les comités Plogoff ou les comités Malville ; c'est d'ailleurs sur les bases des Européens contre Superphénix que nous avons édifié le Réseau.

Nous avons aujourd'hui une structure qui rassemble tous ceux qui souhaitent travailler ensemble à la sortie du nucléaire, avec un fonctionnement original :

près de 10 000 personnes qui par leurs versements - souvent réguliers- permettent d'employer des permanents - 4 à ce jour (pour l'équivalent de 3 pleins-temps),
des groupes à la base, signataires de la charte (aujourd'hui au nombre de 612), qui constituent la force vive et détiennent le pouvoir de décision.

Le tout en croissance constante, ce qui va nous amener rapidement au stade de la maturité, sur laquelle il convient de nous interroger. Synonyme de forces et de récoltes à venir, il nous faut aussi veiller aux écueils qu'il contient potentiellement : nous les connaissons, évitons-les.

En premier lieu, une des clés du succès ou de l'échec, surtout dans un mouvement aussi divers que le nôtre, est notre capacité d'additionner nos différences, en évitant et les risques de récupération, et ceux de polémiques négatives. Il s'agit bien sûr en aucun cas d'éluder les vrais problèmes au prétexte que toute critique conforterait la "nucléocratie". Il s'agit seulement de respect et d'écoute de l'autre.

Ensuite, la croissance elle-même est porteuse de risque, si nous ne savons la maîtriser : nous sommes pour la plupart plus habitués à nous mouvoir dans de petits groupes, qu'à gérer une "entreprise" plus vaste. Comment conserver la vitalité et la spontanéité en s'inscrivant dans un cadre plus large ? Voilà l'une des gageures que nous devons relever. Ainsi, de même que l'on ne peut s'exprimer de la même façon au sein d'un groupe selon que l'on est une dizaine ou une centaine, il convient de s'adapter à la nouvelle donne sur le plan comptable, humain, relationnel, car un des aspects du problème est aussi la complexification et la diversification des sujets abordés, qui obligent chacun des participants à se spécialiser, à s'investir dans un cadre plus précis (transports des matières radioactives, accidents majeurs, retraitement, CLI ...). Cela ne doit pas se faire au détriment de l'unité et de la cohérence générale, en gardant en ligne de mire notre objectif : non pas la gestion du nucléaire mais la sortie du nucléaire.

Autres clivages possibles : le différentiel entre le Conseil d'Administration et les permanents, et celui entre les groupes de base et la pratique du CA. Là aussi, l'écoute et l'addition des capacités s'imposent, même si elles ne sont pas évidentes. Les permanents sont, chacun dans leur domaine, confrontés à des choix et à des réalités qui ne sont pas du même ordre que ceux d'un administrateur, à priori moins disponible et ayant une approche différente. Idem entre le quotidien d'un groupe local et le suivi régulier - via courrier électronique - des membres du CA, sans parler de la grande diversité des groupes. C'est dans cette optique que nous avons initié le questionnaire (voir la synthèse ci-jointe), et que nous devons œuvrer à cette A.G.

Tous ces points un peu rébarbatifs ne visent qu'à mettre en perspective l'évolution interne, et ne doivent pas, ni faire oublier, ni minimiser l'ensemble et l'ampleur des tâches accomplies. Les A.G., toujours bien inspirées jusqu'à ce jour, tracent les perspectives à court et long terme : ainsi, alors que 1999 avait été occupé à faire barrage à la mise en œuvre imminente de l'EPR, il a fallu attendre le début de l'année 2000 pour que soit lancée la campagne "Pas de radioactivité dans nos casseroles", conjointement avec la CRIIRAD. Cette campagne a eu une forte répercussion médiatique avec des résultats probants : le danger semble en partie écarté et cela a permis une information large et une vulgarisation sur ce danger nucléaire au quotidien parmi la population.

La brochure "Par ici la sortie... du nucléaire", rapidement épuisée, a été rééditée avec une refonte importante, suite à vos remarques. Plus de 22 000 exemplaires ont été diffusés à ce jour.

En février 2000, le Réseau a révélé, en avant première, à la presse, la carte des 15 sites granitiques, préalable au choix d'un second site d'étude pour l'enfouissement de déchets nucléaires.

Cette annonce a fait l'effet d'un électrochoc dans tous les départements concernés. Des centaines d'articles sont parus à travers la presse régionale et nationale. Au total, sur 6 mois, la mission granite reconnaît dans son rapport que "peu de sujets auront fait l'objet d'une couverture médiatique aussi abondante. Seule la tempête de décembre 1999 peut faire jeu égal. Ce dossier aura généré près de deux milles articles ou interventions audiovisuelles soit une moyenne rarement atteinte de 15 articles ou interventions par jour. L'émotion qu'a suscitée le projet s'est traduite par des manifestations d'une ampleur inhabituelle." Il s'en est suivi d'énormes mobilisations locales (manifestations ...) qui ont conduit en très peu de temps la mission granite à l'échec. Aucun site n'a été finalement retenu même si le gouvernement a réaffirmé "son attachement à toutes les voies de recherche ... et notamment sur le stockage réversible en profondeur sur deux sites géologiques différents."

La manif du 19 mars à Brennilis en Bretagne était organisé par le Réseau conjointement au Collectif du Huelgoat et a rassemblé 5000 personnes pour sortir du nucléaire.

Fin avril 2000, 139 000 signatures contre la poursuite du programme nucléaire ont été remises à Matignon par un cortège haut en couleurs. Ni Lionel Jospin, ni ses collaborateurs n'ont souhaité rencontrer les responsables des associations, balayant d'un revers de manche toute expression citoyenne sur une question aussi essentielle que les choix énergétiques.

Un nombre important de groupes (une soixantaine) se sont associés à 1ère semaine d'initiatives "Sortir du nucléaire", fin avril, pour l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, créant des retombées intéressantes dans la presse. La manif de "Tchernobyl", le jour de Pâques, a montré le visage de la répression policière qui accompagne le nucléaire.

Décidé à Avignon, la rédaction du guide pratique "Agir localement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables" est maintenant achevée. La campagne "Energie, le gaspillage, ça suffit" (400 000 dépliants imprimés), lancée en décembre 2000, nous permet de travailler avec de nombreux partenaires, en mettant le doigt sur un point crucial du débat, et donnant la possibilité d'interpeller concrètement les élus actuels ou les futurs élus.

Le CA a aussi travaillé à préparer l'orientation définie à Avignon d'un rassemblement national à l'automne 2001. Des réunions nationales se sont tenues à Paris, des scénarios émergent. Pour les grandes lignes, il s'agit de s'appuyer sur les journées d'action fin avril pour appeler au camping et rassemblement fin juillet à Bure, et à une manif nationale en octobre. Pour cette dernière, cette A.G. doit se prononcer sur ces points : date, lieu et mot d'ordre.

Certainement d'une ampleur trop réduite, la participation au camping cet été en soutien à l'initiative des groupes anti-enfouissements à Bure demande à être étoffée cette année.

Il a fallu réagir aussi vigoureusement, avec là encore d'autres partenaires (Réseau Action Climat, FNE), à l'occasion des conférences de Lyon (septembre 2000) et de La Haye pour contrer les initiatives du lobby pro-nucléaire visant à se servir des risques liés à l'effet de serre pour avancer leurs pions. La partie est bien engagée, mais loin d'être gagnée.

Des contacts ont été et sont pris avec l'ensemble des partis politiques, afin de bien situer la position et l'évolution de chacun, et pouvoir se déterminer en conséquences, en pesant au bon endroit. Idem avec les syndicats.

Il y a eu le premier pas de régionalisation, avec la création du Réseau "Sortir du nucléaire" grand sud-ouest, et l'aide à l'embauche d'un animateur ; l'embauche d'André CROUZET comme porte-parole, et celui de Pascal BRAUD pour l'animation du site internet et l'aide à la communication.

Et puis, le quotidien des communiqués et sollicitations diverses, celui de la logistique (merci à Maloin, qui ne suffit plus à la tâche), le tout géré de main de maître à Lyon par Philippe.

Au bout du compte, il est une perspective dans laquelle il convient d'inscrire notre action, qui est celle du contexte extérieur. Si l'énergie nucléaire ne semble plus pour beaucoup une énergie d'avenir, si de plus en plus de nos concitoyens deviennent conscients de ses dangers et du fait qu'il n'y aura de développement significatif de la maîtrise de l'énergie et des alternatives que si l'on sort du nucléaire, il serait illusoire et dangereux de penser que son utilisation va pour ainsi dire cesser naturellement. On a bien vu que des critères conjoncturels aléatoires comme une communication efficace sur l'effet de serre, ou la hausse du prix du pétrole, peuvent modifier la donne auprès de l'opinion publique. Plus difficile encore sera de mettre en mouvement ce refus diffus de nos concitoyens, dans la mesure où ce n'est pas aujourd'hui leur première préoccupation. Il faudra pourtant susciter une mobilisation suffisante pour faire sauter les verrous qui assurent la pérennité du système et qui barrent la sortie. Les rassemblements prévus pour cette année doivent à cet égard être des réussites, et le travail envers le citoyen un thème

central de notre dynamique. Parallèlement des actions ponctuelles et des contacts en direction des élus s'additionneront au final.

Cela amène à poser des questions concrètes : combien de départements seront couverts par nos actions en avril ? Combien de futurs élus recevront le guide pratique ? Quelle sera la mobilisation pour une manifestation cet automne ?

Cela dépendra de la principale source d'énergie à l'œuvre dans ce monde, dont les experts ne tiennent pas assez compte : la volonté d'aboutir. Si nous savons la marier à l'écoute de l'autre, alors nous réussirons. Là est notre pouvoir, là est notre devoir.

Pour le Conseil d'Administration du Réseau "Sortir du nucléaire" (janvier 2001)
Pierre KUNG